

# COMMUNIQUÉ DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA PROPOSITION DE DIRECTIVE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Les organisations de la société civile et syndicales soussignées accueillent favorablement la proposition de directive de la Commission sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Nous sommes convaincu-e-s qu'il s'agit d'une étape essentielle et attendue depuis longtemps pour la reconnaissance de la responsabilité des entreprises en matière de droits humains et garantir l'accès à la justice aux victimes.

Il est cependant urgent de remédier à certaines lacunes significatives qui risquent d'empêcher la directive de déployer les effets positifs dont les populations, la planète et le climat ont urgemment besoin et que les citoyen-ne-s de l'UE, les travailleur-euse-s et communautés affecté-e-s par les violations commises par les entreprises, réclament depuis longtemps.

C'est pourquoi nous appelons le Parlement européen et les États membres à remédier aux failles de la proposition, en tenant notamment compte de la perspective de genre, tout en se basant sur les éléments positifs qu'elle contient déjà. Ces améliorations sont nécessaires pour que cette législation permette une prévention efficace des violations des droits humains et des atteintes à l'environnement commises par les entreprises, et pour garantir aux victimes de ces atteintes un accès à la justice et à la réparation. La partie qui suit présente les grandes lignes de notre vision collective pour obtenir ces améliorations :

Nous demandons aux colégislateurs de contraindre les entreprises à mettre en place des mesures effectives de prévention des atteintes aux droits humains et l'environnement **tout au long de la chaîne de valeur, selon une approche fondée sur les risques et de manière qui soit proportionnée.** Malheureusement, la proposition de directive limite le devoir de vigilance aux « relations commerciales établies », ce qui est en deçà des standards internationaux et risque d'inciter les entreprises à restructurer leurs chaînes de valeur de sorte à échapper à leur devoir de vigilance.

Par ailleurs, **la définition des atteintes aux droits humains et à l'environnement doit être élargie pour y inclure toutes les**



**atteintes aux droits humains et à l'environnement.** Quoiqu'il en soit, l'annexe correspondante doit, d'une part, être plus inclusive afin d'intégrer tous les instruments internationaux pertinents et, d'autre part, être mise à jour régulièrement pour permettre leur développement ultérieur.

Les colégislateurs doivent également **renforcer les dispositions sur la responsabilité civile et sur l'accès à la justice.** Dans le cadre d'une action en justice, la charge de la preuve doit reposer sur l'entreprise qui devra donc prouver qu'elle a respecté ses obligations de vigilance. Cette charge ne doit pas peser sur la partie demanderesse qui dispose de ressources limitées et d'un accès restreint aux preuves. La responsabilité civile des entreprises doit pouvoir être engagée, même lorsqu'elles se sont efforcées de vérifier leur conformité en recourant à des initiatives sectorielles et à des audits privés. D'autres obstacles à l'accès à la justice bien connus doivent également être éliminés, notamment l'accès difficile des parties demanderesses à des informations clés, les délais déraisonnables et les freins aux recours collectifs. Les organisations à but non lucratif indépendantes qui ont un intérêt légitime à représenter des victimes devraient également avoir le droit d'agir en leur nom.

**Un autre sujet brûlant est l'absence totale d'un devoir de vigilance en matière climatique.** Les colégislateurs doivent répondre à l'urgence climatique par un devoir immédiat des entreprises de faire face, dans leurs chaînes de valeurs, aux risques et aux conséquences du changement climatique. Les entreprises doivent aussi avoir l'obligation de développer et mettre en œuvre un plan de transition efficace, aligné sur l'accord de Paris, et qui comprenne des objectifs de réduction des émissions pour le court, moyen et long terme. L'action des autorités publiques ainsi que la responsabilité civile mises en place devront servir à rendre exigibles ces obligations.

Alors que des standards internationaux s'appliquent à toutes les entreprises, la proposition de la Commission exclut environ 99 % des entreprises européennes. Le Parlement européen et les États membres **doivent inclure les PME dans le champ d'application de la directive.** Nous considérons injustifié et injustifiable le fait que les obligations de vigilance incombant au secteur financier soient réduites et que les processus d'identification des risques des entreprises opérant dans les secteurs à haut risque soient limités aux dommages les plus graves. **Sur le fondement d'une approche basée sur les risques, nous appelons à l'inclusion de toutes les entreprises dans le champ d'application de la législation.**

De plus, la directive proposée devrait accorder à la perspective des parties prenantes le rôle et le poids qu'elle mérite et rendre obligatoire une véritable consultation à toutes les étapes de la procédure de mise en place du devoir de vigilance. Le devoir de vigilance doit être renforcé de sorte à **inclure un processus de consultation effectif et continu des parties prenantes, y compris une consultation obligatoire et proactive des travailleur-euse-s, des syndicats, des membres des**



**communautés locales et des autres parties prenantes pertinentes ou concernées.** Cet engagement doit prendre en considération les barrières auxquelles font face certains groupes vulnérables spécifiques. Dans ce contexte, l'absence, dans la proposition, d'une perspective de genre et d'intersectionnalité constitue l'une de nos principales inquiétudes.

En lien avec ceci, **l'absence de références spécifiques aux défenseur·euse·s des droits humains et de l'environnement est particulièrement préoccupante.** La proposition ne garantit aucune protection aux défenseur·euse·s des droits humains et de l'environnement à travers le monde, et se contente uniquement de prévoir une protection contre le risque de représailles pour les travailleur·euse·s basé·e·s dans l'UE. La protection des individus et des communautés contre les représailles et les atteintes à leurs droits doit être renforcée. Le droit des personnes indigènes à l'autodétermination et au consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) doit également être expressément inclus et reconnu dans la directive.

Dans tous les cas où il est nécessaire de mettre fin à une relation ou à des activités commerciales, la directive doit **rendre obligatoire un désengagement responsable**, en précisant que les entreprises demeurent responsables des atteintes non réparées ainsi que des atteintes aux droits humains supplémentaires causées par leur désengagement.

La proposition ne prévoit pas non plus d'obligations de transparence dans la chaîne de valeur ni d'exigences de déclaration. Nous estimons que la directive doit **contraindre les entreprises à recenser leur chaîne de valeur et leurs relations commerciales et à publier les informations pertinentes.**

Nous constatons avec inquiétude que la proposition de directive repose considérablement sur les codes de conduite, clauses contractuelles, audits privés et les initiatives sectorielles, lesquels se sont avérés être insuffisants pour identifier, prévenir et faire cesser les violations des droits humains et les atteintes à l'environnement. **Ces mesures ne peuvent pas être considérées comme des éléments de preuve de respect par les entreprises de leur devoir de vigilance.** Il est évident que les pratiques d'achat des entreprises engendrent aussi des risques et répercussions considérables sur les droits humains et l'environnement, c'est pourquoi **il faut exiger explicitement des entreprises qu'elles traitent de cette question.**

Pour terminer, la proposition devrait **davantage clarifier les obligations de vigilance des directeur·trice·s ainsi que leur obligation de superviser et d'œuvrer pour la mise en place du devoir de vigilance, notamment par des plans de transition et des objectifs de durabilité.** Les conseils d'administration devraient avoir une obligation claire d'intégrer les risques et les conséquences en matière de durabilité dans la stratégie de l'entreprise. De même, la part variable de la rémunération des directeur·trice·s doit être renforcée et



directement liée à la performance de l'entreprise en matière de durabilité et, en particulier, en matière climatique.

Nous suggérons l'ensemble de ces modifications pour garantir que l'Union européenne ne se limite pas à un simple exercice législatif de « cases à cocher » et éviter qu'elle consolide un système actuellement défaillant, qui laisse les entreprises porter systématiquement atteintes aux droits des populations et à la planète. Il est à présent crucial que les colégislateurs améliorent la directive sur la base des présentes recommandations.

Ces changements doivent être intégrés de toute urgence. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre la fin de la décennie pour l'adoption de ces dispositions, alors que les dommages en matière de droits humains, ainsi que les dommages environnementaux et climatiques, continuent d'avoir lieu partout dans le monde.

## Liste des organisations signataires

### Réseaux internationaux

ActionAid  
 Action on Smoking and Health  
 Amnesty International  
 Anti-Slavery International  
 Asia Floor Wage Alliance (AFWA)  
 Business & Human Rights Resource Centre (BHRC)  
 CARE International  
 CIDSE  
 Clean Clothes Campaign  
 ClientEarth  
 Economy for the Common Good  
 Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)  
 Fair Finance International  
 Fairtrade International  
 Fair Trade Advocacy Office  
 Front Line Defenders  
 Global Witness  
 Human Rights Watch  
 International Corporate Accountability Roundtable (ICAR)  
 International Dalit Solidarity Network  
 International Federation for Human Rights (FIDH)  
 INSP!R (International Network on Social Protection Rights)  
 International Service for Human Rights  
 OMCT – World Organisation Against Torture  
 Open Society Foundations  
 Our Food. Our Future  
 Oxfam  
 Peace Brigades International (PBI)  
 PICUM – Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants  
 Protection International  
 Publish What You Pay  
 Rainforest Alliance  
 Solidaridad  
 SOMO (Centre for Research on Multinational Enterprises)  
 Transport & Environment



United Evangelical Mission  
We Effect  
WeWorld  
Women's International League for Peace and Freedom  
WWF

### **Réseaux régionaux**

Advocates for Community Alternatives  
African Resources Watch (AFREWATCH)  
Avocats Sans Frontières (ASF)  
Climate Action Network (CAN) Europe  
Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Pequeños/  
as Productores/as y Trabajadores/as de Comercio Justo  
(CLAC)  
Environmental Justice Foundation (EJF)  
EU-LAT Network  
European Center for Constitutional Human Rights (ECCHR)  
European Coalition for Corporate Justice (ECCJ)  
European Environmental Bureau  
European Federation of Public services Unions (EPSU)  
European Trade Union Confederation  
Friends of the Earth Europe  
International Network for Human Economy Asia  
INSPIR Asia  
Red europea de Comités Oscar Romero  
ShareAction  
World Fair Trade Organization - Europe

### **Réseaux et organisations à l'échelle nationale**

11.11.11 - Belgium  
Acción Ecológica - Ecuador  
ActionAid France - France  
ACV-CSC - Belgium  
Alboan Fundazioa - Spain  
Al Haq - Palestine  
ALSEAN - Burma  
AK EUROPA - Austria  
Akota Garment Workers Federation - Bangladesh  
Amis de la Terre France (Friends of the Earth France) -  
France  
Amnesty International Polska - Poland  
Arisa - Netherlands  
Asociația Mai bine - Romania  
Asociación por la Paz y los Derechos Humanos Taula per  
Mèxic - Spain  
Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE) -  
Spain  
Association for Human Rights and Civic Participation  
PaRiter - Croatia  
Association for Sustainable Development INKINGI - Uganda  
Association marocaine des droits humains (AMDH) -  
Morocco  
Association of Rural Education and Development Service  
(AREDS) - India  
Bangladesh Center for Workers Solidarity - Bangladesh  
Bangladesh Garment and Industrial Workers Federation  
(BGIWF) - Bangladesh  
Bangladesh Independent Garment Workers Union -  
Bangladesh

Bangladesh Revolutionary Garment Workers Federation -  
Bangladesh  
Belgian Alliance for a Smoke-Free Society - Belgium  
Broederlijk Delen - Belgium  
Brot für die Welt - Germany  
Cambodian Alliance of Trade Unions (CATU) - Cambodia  
Campagna Abiti Puliti - Italy  
Canadian Network on Corporate Accountability (CNCA) -  
Canada  
Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD) - UK  
CCFD-Terre Solidaire - France  
Center for Alliance of Labor and Human Rights (Central)  
- Cambodia  
Center for Education, Counselling and Research (CESI) -  
Croatia  
Centre for Labour Rights - Albania  
Center for the Politics of Emancipation - Serbia  
Centre d'Aide Juridico-Judiciaire CAJJ - Democratic  
Republic of the Congo  
Centre for Peace Studies (CMS) - Croatia  
Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)  
- Netherlands  
Centre National de Coopération au développement (CNCD-  
11.11.11) - Belgium  
Centro de Políticas Públicas y Derechos Humanos - Peru  
EQUIDAD - Peru  
China Labour Bulletin (CLB) - China  
Christliche Initiative Romero e.V. (CIR) - Germany  
Civil Rights Defenders - Sweden  
Coalition of Cambodian Apparel Workers' Democratic Union  
- Cambodia  
Collectif Ethique sur l'étiquette - France  
Conectas Direitos Humanos - Brazil  
Coordinadora Estatal de Comercio Justo (Fair Trade Spanish  
Platform) - Spain  
CorA Netzwerk für Unternehmensverantwortung - Germany  
Corporate Justice Coalition - UK  
Covenants Watch - Taiwan  
Cambodian Labour Confederation (CLC) - Cambodia  
De Transformisten - Belgium  
Entraide et Fraternité - Belgium  
Entrepueblos, Entrepobles, Entrepobos, Herriarte - Spain  
Estonian Green Movement - Friends of the Earth Estonia -  
Estonia  
Equo Garantito - Assembleia Generale Italiana del  
Commercio Equo e Solidale - Italy  
Facing Finance - Germany  
Fair - Italy  
Fair Action - Sweden  
Fairtrade Sweden - Sweden  
Fastenaktion / Swiss Catholic Lenten Fund - Switzerland  
FEDINA - India  
FEMNET - Germany  
Finnish League for Human Rights - Finland  
Finnish Development NGOs FINGO - Finland  
Finnwatch - Finland  
FOCSIV - Italy  
Focus Association for Sustainable Development - Slovenia  
Forests of the World - Denmark

FOS – Belgium  
 Frank Bold – Czech Republic  
 Fundación Libera - Chile  
 Fundacja Dajemy Dzieciom Siłę - Poland  
 Fundacja Frank Bold - Poland  
 Fundacja Kupuj Odpowiedzialnie – Poland  
 Fundacja La Strada - Poland  
 Gender Alliance for Development Centre – Albania  
 Germanwatch – Germany  
 GLOBAL 2000 – Friends of the Earth Austria - Austria  
 Gonoshasthaya Kendra (GK) - Bangladesh  
 Green Liberty - Latvia  
 HEKS – Switzerland  
 Home Based Women Workers Federation – Pakistan  
 HRM “Bir Duino-Kyrgyzstan” – Kyrgyzstan  
 Human Rights International Corner - Italy  
 Human Rights in China (HRIC) - China  
 IUCN National Committee of the Netherlands - Netherlands  
 Impresa2030. Diamoci una regolata - Italy  
 Independent Trade Union of workers of Croatia (Nezavisni  
 sindikat radnika Hrvatske, NSRH) - Croatia  
 Initiative Lieferkettengesetz – Germany  
 Initiative pour un devoir de vigilance - Luxembourg  
 INKOTA-netzwerk – Germany  
 Institute for Mission, Ecumenism and Global Responsibility  
 (MÖWe) Protestant Church of Westphalia - Germany  
 Internationale Liga für Menschenrechte – Germany  
 Irish Coalition for Business and Human Rights – Ireland  
 Justiça Global – Brazil  
 Justice et Paix – Belgium  
 Kalikasan People’s Network for the Environment (Kalikasan  
 PNE) - Philippines  
 Karnataka Garment Workers Union (KOOGU) - India  
 Labour Behind the Label - UK  
 Labour Action – Denmark  
 Les Amis de la Terre – Belgium  
 Ligue Burundaise des droits de l’homme Iteka – Burundi  
 Ligue des droits de l’Homme (LDH) - France  
 MADPET – Malaysians Against Death Penalty and Torture  
 - Malaysia  
 Magyar Természetvédők Szövetsége - Friends of the Earth  
 Hungary - Hungary  
 Mani Tese – Italy  
 Manos Unidas - Spain  
 Manushya Foundation – Thailand  
 Maquila Solidarity Network – Canada  
 National Garment Workers Federation – Bangladesh  
 MISEREOR – Germany  
 MVO Platform - Netherlands  
 National Garment Workers Federation (NGWF) - Bangladesh  
 National Trade Union Federation – Pakistan  
 Naturefriends - Greece  
 NaZemi – Czechia  
 NeSoVe – Austria  
 NOAH Friends of the Earth Denmark - Denmark  
 Notre Affaire à Tous – Belgium  
 Novi sindikat (New Trade Union) - Croatia  
 Observatorio Ciudadano – Chile  
 OKUP – Bangladesh  
 Organisation Marocaine Des Droits Humains (OMDH) -  
 Morocco  
 People in Need – Czech Republic  
 Plataforma por Empresas Responsables (PER) - Spain  
 Polskie Stowarzyszenie Sprawiedliwego Handlu - Poland  
 Polski Instytut Praw Człowieka i Biznesu - Poland  
 PowerShift e.V. - Germany  
 Pro Ethical Trade - Finland  
 Public Eye - Switzerland  
 Quê Me: Vietnam Committee on Human Rights – Vietnam  
 Regional Industrial Trade Union (Regionalni industrijski  
 sindikat, RIS) - Croatia  
 Red de Entidades para el Desarrollo Solidario (REDES) -  
 Spain  
 Regional Watch for Human Rights (RWHR) - Liberia  
 Regroupement pour la Responsabilité Sociale des  
 Entreprises - Canada  
 Resource Matters - Belgium  
 Rights and Accountability in Development (RAID) - UK  
 Schone Kleren Campagne – Netherlands  
 Setem - Spain  
 Sherpa – France  
 Society of Women in Action for Total Empowerment (SWATE)  
 - India  
 Solidair met Guatemala - Belgium  
 Solsoc – Belgium  
 Südwind – Austria  
 Swedish Society for Nature Conservation (SSNC) - Sweden  
 Swedwatch – Sweden  
 Swiss Coalition for Corporate Justice (SCCJ) - Switzerland  
 SWISSAID – Switzerland  
 Syrian Center for Media and Freedom of expression (SCM)  
 - Syria  
 Temiz Giysi Kampanyası - Turkey  
 Terre des Hommes Schweiz – Switzerland  
 Tudatos Vásárlók Egyesülete - Hungary  
 Turkmen.News - Turkmenistan  
 The All Indonesia Trade Union Confederation (AITU-KSBSI)  
 - Indonesia  
 The KIOS Foundation - Finland  
 Trócaire - Ireland  
 Umanotera, The Slovenian Foundation for Sustainable  
 Development – Slovenia  
 Unión Sindical de Trabajadores de Guatemala –  
 UNSITRAGUA – Guatemala  
 vzbv – Verbraucherzentrale Bundesverband - Germany  
 ver.di, vereinte Dienstleistungsgewerkschaft - Germany  
 Viva Salud – Belgium  
 Vredesactie - Belgium  
 WH4C – Workers Hub For Change - Malaysia  
 We Social Movements (WSM) – Belgium  
 Workers Rights Watch – Kenya  
 World Economy, Ecology and Development (WEED) -  
 Germany  
 Yokohama Action Research - Japan  
 Zentrum für Mission und Ökumene - Nordkirche weltweit –  
 Germany